

la frontière du Rhin serait rétablie, suivant un traité conclu avec la Russie qui, de son côté, s'emparait de la Turquie d'Europe. C'est alors que le Cabinet de St. James jura la chute des Bourbons et qu'il y parvint en effet, grâce aux moyens dont il aida la révolution de 1830.

De même, lorsque Louis Philippe refusa de s'engager avec l'Angleterre dans sa politique orientale et voulut ne consulter que les intérêts de la France dans ses relations avec l'Espagne, le renversement de sa dynastie fut-il décidé dans les conseils britanniques. Plus tard, ce fut au tour de Napoléon III qui commit aux yeux de l'Angleterre l'énorme faute de conclure avec la Russie une paix prématurée. L'Angleterre voulait la guerre à outrance; obligée de s'arrêter et de signer le traité de Paris, elle s'en vengea en cherchant une autre alliance continentale, et son nouvel allié fut la Prusse. Voilà ce qui explique l'indifférence de la nation britannique durant la guerre de 1870 et les sympathies mal déguisées avec lesquelles étaient accueillies à Londres les victoires des armées allemandes.

Pour toutes ces raisons puisées dans l'histoire et dans l'instinct sûr qui la guide, la France comprend qu'elle n'aura jamais dans l'Angleterre une alliée fidèle et solide. L'adversité l'a peut-être rendue trop défiante; mais elle avait autrefois trop de confiance et s'abandonnait avec une légèreté et une générosité presque toujours fatales: ses alliances ont presque invariablement tourné contre elle, au profit de ses alliés, de sorte qu'aujourd'hui elle rentre en elle-même, consulte ce qu'elle avait toujours dédaigné, ses intérêts, examine froidement tous les côtés d'une situation, et ne veut pas s'engager à moins d'être bien sûre de retirer du feu sa part de marrons.

Quand la France se sera bien recueillie et qu'elle aura acquis cette sagesse féconde que donne le malheur, elle sera forte.

P. S.—L'article ci-dessus était imprimé lorsque les dépêches télégraphiques des 39 Etats de l'Union Américaine ont annoncé au monde entier la victoire du candidat démocrate, M. Tilden, par 19 voix de majorité seulement sur 380 électeurs. Jamais on n'avait encore vu aux Etats-Unis une lutte aussi serrée, pour la magistrature suprême. Voilà de nouveau l'avènement au pouvoir du parti démocrate après seize ans de jeûne: nous allons le voir à l'œuvre. Sans doute que, s'il est fidèle à ses promesses, dans un an d'ici les Etats-Unis n'auront plus un son de dette et les vertus de l'âge d'or auront remplacé les spéculations sur les chemins de fer et les mines.

LES EVEQUES vs L'ARCHEVEQUE

Il paraît que le parti libéral, ou plutôt le parti *national*, vient de l'échapper belle. Le danger, qu'il a couru a été énorme, si on en croit certaines rumeurs. Mais, allons droit au fait. Nous annonçons à nos lec-

teurs, il y a une couple de mois, que le *Herald* avait percé à jour le mystère de la mission qui avait été confiée à Mgr. Lallèche et au chanoine Lamarche auprès du St. Siège. Il ne s'agissait ni plus ni moins, on se rappelle, pour ces deux émissaires, que d'aller faire lever l'espèce *d'interdit* que comportait la lettre pastorale de l'archevêque de Québec du 25 mai 1876, laquelle enjoignait aux curés d'être plus prudents à l'avenir et de ne plus intervenir activement en politique, soit en chaire, soit partout ailleurs. Depuis lors, les deux délégués programministes sont revenus de Rome, et il faut bien avouer, en présence de ce qui se passe, que leurs démarches n'ont pas été complètement infructueuses et que leur mission a été couronnée d'un certain succès.

En effet, il y a une quinzaine de jours, le *Canadien* a publié un bref de Pie IX adressé à l'évêque des Trois-Rivières. La publication de ce bref était accompagnée d'une lettre pastorale de Mgr. de Rimouski dans laquelle il est dit que, dans ce document émanant de Rome, le chef suprême de l'Eglise approuve formellement la lettre collective des évêques du 22 sept. 1875. En outre, Mgr. Langevin y donne clairement à entendre que le dit bref porte un désaveu du mandement de l'archevêque du 25 mai dernier.

Le même jour que la publication de ce bref et de cette pastorale avait lieu dans le *Canadien*, les journaux nous annonçaient que Nos Seigneurs les évêques de la province s'étaient réunis à Québec, et qu'après une courte séance, ils s'étaient dispersés. Si nos informations sont correctes, et nous avons tout lieu de les croire telles, voici ce qui se serait passé à cette réunion qui, quoique brève, aurait été fort orageuse. Les évêques ainsi réunis en conciliabule auraient fortement insisté auprès de l'archevêque afin de l'induire à se joindre à eux pour signer une lettre pastorale collective semblable à celle du 2 septembre 1875, et basé sur le bref adressé à l'évêque des Trois-Rivières, mais, par exemple, beaucoup plus forte dans ses termes et plus explicite dans sa condamnation du libéralisme catholique, c'est-à-dire du parti libéral—car c'est tout un aux yeux des prêtres—que celle de l'autonomie dernier. On rapporte que Mgr. Taschereau ne voulut jamais y consentir et se retrancha derrière un *non possumus* qui a découragé ses confrères, lesquels ont jugé à propos de réintégrer domicile au plus vite sans tambour ni trompettes.

Nous avons donc raison de dire en commençant que le parti libéral ou *national* venait d'échapper à un grand danger. Qu'on y songe donc en effet. Si l'archevêque avait cédé aux sollicitations de ses collègues et si une nouvelle lettre collective conçue dans le même esprit que celle du 22 sept. avait paru, tout l'effet du mandement du 25 mai dernier, de la bulle *Inter multas sollicitudines* et de la pastorale l'accompagnant eût été détruit du coup. Et l'on voit d'ici tous les curés, s'autorisant de cette nouvelle lettre collective comme ceux de Charlevoix se sont prévalu de celle du 22 sept., jeter feu et flammes du haut de la chaire, exploiter le confessionnal et intréguer dans le presbytère contre tous les candidats libéraux. C'est alors que la réaction conservatrice aurait marché bon train, car, il est inutile de se dissimuler que tant que les curés auront la permission d'user des choses saintes contre un parti, ce parti sera, vu l'état moral et intellectuel dans lequel se trouve actuellement la province, forcément écrasé.

Le danger vient d'être évité, il est vrai, mais pensez-vous que tous les évêques réunis contre l'archevêque ne finiront pas par l'emporter? Croit-on que ce dernier